



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Armée de l'Air et de l'Espace
Service industriel de l'aéronautique
AIA Ambérieu-en-Bugey
Sous-direction administration**

Niveau de classification

MD	MA	MS	NP	CCAG
			X	FCS

Date de notification :

N° identification CHORUS : D2035Z3083

N° SIRET de l'Etat : 11000201100044

N° EJ CHORUS :

Code CPV : 50324200-1/34220000-5

Marché n° 2025-.....

Accord-cadre mono-attributaire fractionné à bons de commande

Passé en application des articles L2323-1 et R2323-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense et de sécurité et des articles R2362-1 et R2362-8 dudit code

Date de début de la procédure : 18/08/2025

Objet du marché : CCP 05-2025 du 21/08/2025 : Prestation de maintenance préventive, curative et de contrôles réglementaires dont le contrôle technique de sept remorques au profit de la division métrologie de l'atelier industriel de l'aéronautique d'AMBERIEU EN BUGEY (AIA.AB) pour la période du 01 janvier 2026 au 31 décembre 2029.

La prestation concerne les remorques N° 70700076, 70700127, 70800023, 70600012. 71300103, 71500011, 71500012.

Montants sur la durée de validité totale de l'accord-cadre

**Montant minimal : sans
Montant maximal : 440 000,00 € HT**

IMPUTATION BUDGETAIRE

Compte de commerce
902 03

Nomenclature SIAé	Numéro d'opération si travaux
5886	

Entre l'autorité signataire du marché, agissant au nom et pour le compte de l'Etat, d'une part,
et la société

SIRET :

Forme :

Capital : euros

Siège social :

Etablissement chargé de l'exécution :

Numéro SIRET :

Forme :

Capital : euros

Représentée par : M.
agissant en qualité de.....

DOMICILIATION BANCAIRE

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

Dénommée ci-après "le titulaire", dans les clauses qui vont suivre, d'autre part.

Le titulaire, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché et après avoir apprécié la nature et l'importance des prestations à réaliser, s'engage envers l'acheteur, qui accepte, à les exécuter conformément aux dispositions du présent marché.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

REFERENCE A RAPPELER DANS LA CORRESPONDANCE
MARCHÉ N° **2025** -

SIAé Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en buges

Adresse postale : Avenue du colonel Chambonnet
01508 Ambérieu en buges

Responsable de Suivi de Contrat : M. VIARD Téléphone: 04 74 34 38 60
Poste 864 278 6055

Correspondant Achat : Mme FALLOT Téléphone : 04 27 50 47 18

Cellule Suivi Exécution Marché : Mme FERRERO Téléphone : 04 27 50 47 19
Sergent LEGROS Téléphone : 04 27 50 47 16
Sergent LE LEUCH Téléphone : 04 27 50 47 16
aia-amberieu-csem.contact.fct@intradef.gouv.fr

Adresse e-mail Facturation : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

TITULAIRE :

☐ Mandataire (à cocher en cas de cotraitance)

Adresse de l'établissement destinataire du marché :

Téléphone : Télécopie : E-mail :

Responsable du marché : M.....

Téléphone : Télécopie : E-mail :

Contact à qui adresser les copies des procès-verbaux de réception :

E-mail (à privilégier) :

Adresse postale et contact si pas d'adresse e-mail :

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT N°05-2025
DU 21/08/2025**

MARCHE n° M 2025-.....

OBJET DU MARCHE :

CCP 05-2025 du 21/08/2025 : Prestation de maintenance préventive, curative et de contrôles réglementaires dont le contrôle technique de sept remorques au profit de la division métrologie de l'atelier industriel de l'aéronautique d'AMBERIEU EN BUGÉY (AIA.AB) pour la période du 01 janvier 2026 au 31 décembre 2029. La prestation concerne les remorques N° 70700076, 70700127, 70800023, 70600012, 71300103, 71500011, 71500012.

ACHETEUR :

Ministère des armées.

DELEGATAIRE DE L'ACHETEUR :

Le directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey désigné par arrêté du 7 novembre 2017 (JO du 15 novembre 2017) modifiant l'arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataire des marchés publics et accords-cadres.

MODE DE PASSATION :

Marché soumis aux articles L2323-1 et R2323-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité régissant les marchés passés selon une procédure adaptée.

FORME DE MARCHE :

Le marché est un accord-cadre mono attributaire en application de l'article R2362-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité. Ce marché sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande conformément à l'article R2362-8 dudit code.

Ce CCAP valant AE comporte 19 pages et :

- ☒ annexe 1 : Grille des forfaits maintenance curative des remorques laboratoire de métrologie
- ☒ annexe 2 : Questionnaire Achats Responsables
- ☐ Demande de précisions :
- ☐ Mise au point :
- ☐ autres, préciser :

1-DOCUMENTS CONTRACTUELS :

Le présent marché est régi par les documents contractuels ci-après par ordre de priorité décroissante :

- 1/ Le présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP valant AE) et ses annexes.
- 2/ Le cahier des clauses techniques particulières CCTP n°05-2025 du 14/08/2025.
- 3/ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services passés au nom de l'Etat, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 publié au journal officiel de la république française le 01 avril 2021, dit CCAG/FCS ci-après (*Document non joint, mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance*).
- 4/ L'offre technique du candidat.

2-PERSONNE HABILITEE :

Le directeur de l'atelier industriel de l'aéronautique d'Ambérieu est le représentant de l'acheteur du présent contrat, il est habilité à signer tous les documents et décisions ayant trait au présent contrat.

3-NANTISSEMENT :

A sa demande, il est délivré au titulaire un certificat de cessibilité du présent marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

4-PRIX ET DELAIS DU MARCHE :

4.1 Prix global et forfaitaire annuel de la maintenance préventive :

A – Maintenance Préventive Annuelle (prix pour une remorque) :

Cette prestation aura lieu une fois par an sur le site du titulaire. La date de rendez-vous de la prestation aura été définie préalablement entre le titulaire et l'AIA.AB. La prestation s'effectuera et comprendra tous les éléments cités à l'article 3.4.1 du CCTP.

Maintenance Préventive Annuelle pour une remorque	prix forfaitaire annuel HT	Montant de la TVA (20 %)*	prix forfaitaire annuel TTC

Prix forfaitaire annuel TTC arrêté en lettres à :

.....
.....
.....

Les prix indiqués ci-dessus sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôts de l'offre.

() Le montant de la taxe est donné à titre indicatif, le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.*

B – Vérification et contrôle des équipements et des installations incendie (prix pour une remorque) :

Cette prestation aura lieu tous les six mois suivant le calendrier d'exécution établi au § 4.3 du CCTP. Elle est réalisée en complément des contrôles effectués lors de la maintenance préventive annuelle.

Contrôles incendie semestriels pour une remorque	prix forfaitaire HT	Montant de la TVA (20 %)*	prix forfaitaire TTC
dans les locaux du titulaire			
sur le site de l'AIA AB			

Prix forfaitaire TTC arrêté en lettres à :

.....
.....
.....

Les prix indiqués ci-dessus sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôts de l'offre.

(*) Le montant de la taxe est donné à titre indicatif, le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

C – Le transport des remorques entre l'AIA.AB et les locaux du titulaire (prix pour une remorque) :

Le transport des remorques est à la charge de l'AIA.AB.

Cependant, cette prestation pourrait être demandée au titulaire, en cas de nécessité et venir en complément des moyens de soutien de transport logistique du ministère des Armées.

Transport pour une remorque Aller-Retour	Prix forfaitaire HT	Montant de la TVA (20 %)*	Prix forfaitaire TTC

Prix forfaitaire TTC arrêté en lettres à :

.....
.....
.....

Les prix indiqués ci-dessus sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôts de l'offre.

(*) Le montant de la taxe est donné à titre indicatif, le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

4.2 Prix de la maintenance curative :

La maintenance curative consiste, après détection d'une panne, à remettre la remorque en état d'accomplir sa mission. La prestation de maintenance curative est détaillée à l'article 3.4.3 du CCTP.

Suite à la communication des anomalies constatées au titulaire, ce dernier soumettra un devis de réparation à l'AIA.AB conforme à l'annexe 1 du CCAP Valant AE - Grille des forfaits maintenance curative.

La maintenance curative sera traitée au cas par cas après acceptation de la proposition de remise en état par l'émission d'un bon de commande particulier. Elle pourra avoir lieu indépendamment dans les locaux du titulaire ou dans ceux de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey (AIA AB).

La durée d'indisponibilité du matériel, hors délai d'approvisionnement des pièces et cas de force majeure, ne devra pas dépasser 10 jours ouvrés à compter de la mise à disposition de la remorque.

4.3 Présentation des prix :

Les prix des prestations indiqués ci-dessus s'entendent :

- initiaux et définitifs ;
- fermes ;
- forfaitaires ;
- hors taxes et toutes taxes comprises ;
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres ;
- établis en euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, les frais afférents au déplacement des intervenants et à la documentation.

La rémunération du titulaire couvre tout ce qui concourt à la réalisation des prestations définies dans le cahier des clauses techniques particulières n°05-2025 AIA AB du 14/08/2025.

4.4 Délai d'exécution des maintenances :

- Pour la maintenance préventive ainsi que les vérifications additionnelles et les contrôles réglementaires, le titulaire s'engage à réaliser la prestation à compter de la date de rendez-vous fixée d'un commun accord avec l'AIA AB. Les délais de mise à disposition des remorques sont définis à l'article 4.1 du CCTP. Cette prestation sera réalisée suite à l'émission d'un bon de commande.

- Pour la maintenance curative, le titulaire ne pourra intervenir qu'à réception d'un bon de commande. Le délai de transmission du devis de la remise en état est de jours ouvrés.

Nota : le titulaire devra fournir un compte rendu d'intervention quel que soit le type de maintenance effectuée (préventive, curative) (cf. article 3.6 du CCTP). Ce rapport sera remis systématiquement à l'issue de la prestation.

5-Durée et montant du marché :

La durée de validité du marché débute à sa date de notification (par le biais de PLACE avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant de vérifier de façon certaine sa réception). Le marché prendra fin à l'issue de la période de maintenance d'une durée de quatre (4) ans ferme à compter du 01/01/2026.

Le montant maximum pour la durée totale du marché est de 440 000,00 € HT dont 310 000 € HT pour la maintenance préventive et 130 000 € HT pour la maintenance curative.

6-ENGAGEMENT ET DECLARATION DU TITULAIRE :

Après avoir pris connaissance du présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement n°05-2025/AIA AB du 21/08/2025 et des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article R2343-3 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité, je m'engage, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter la prestation demandée aux prix et délais indiqués (article 4 du présent CCAP).

Le titulaire déclare sur l'honneur :

- S'acquitter de ses obligations au regard de l'article L. 8221-3 du code du travail réprimant le travail clandestin notamment que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.3243-2 du code du travail.

Le titulaire s'engage à fournir, de la date de notification du présent marché jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas six (6) mois, les documents prévus aux articles :

- D 8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France,
- D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>

A défaut du dépôt de ces documents, l'acheteur pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des travaux à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le dépôt des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire par l'acheteur et en cours d'exécution. Le titulaire fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

7-EXECUTION DU MARCHÉ :

7.1 Lieu d'exécution :

Les prestations de maintenance seront réalisées soit dans les locaux du titulaire soit sur le site d'Ambérieu en Bugey (AIA.AB) à l'adresse suivante :

ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE D'AMBERIEU EN BUGEY
BASE AERIENNE 278
Sous-Direction Technique
Division Métrologie
01500 AMBERIEU-EN-BUGEY

Les interventions du titulaire s'effectuent pendant les créneaux horaires suivants :

- Lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30
- Vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 14h30.

Aucune intervention ne pourra être réalisée lors de la fermeture du site de la Base aérienne Air 278 (fermeture programmée, exercice...).

7.2 Modalités de passation des bons de commandes :

Les délais de réalisation des prestations sont spécifiés à l'article 4.4 du présent document.

Les bons de commande seront adressés au titulaire du marché par courriel ou tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de leur réception.

La durée maximale de validité des bons de commande est fixée à six (6) mois.

Conformément à l'article 13.2.4 du CCAG/FCS, tout bon de commande émis pendant la validité du marché devra être exécuté dans sa totalité (achèvement des prestations).

Le directeur de l'AIA.AB, son sous-directeur technique ou son sous-directeur administration signera les bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire du marché dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés à réception du bon de commande pour notifier au représentant du pouvoir adjudicateur ses observations. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée.

Contenu du bon de commande :

Chaque bon de commande précise notamment :

- le nom de la personne habilité à signer le bon de commande ;
- la date de la commande ;
- le numéro de bon de commande ;
- la référence du marché ;
- le numéro de l'engagement juridique ;
- l'identification du service en charge du paiement (code service exécutant) ;
- la désignation de la prestation ;
- le délai d'exécution contractuel de la prestation ;
- le(s) prix unitaire(s) ou forfaitaire(s) hors taxe figurant sur le présent document ou le devis de remise en état, le taux et le montant de la TVA, et le montant TTC de la commande.

7.2.1 Maintenance préventive

Les exigences concernant cette prestation sont indiquées à l'article 3.4.1 du CCTP n°05-2025 AIA AB du 14/08/2025.

7.2.2 Maintenance curative

Si l'AIA.AB accepte le devis de réparation, un bon de commande sera alors initié par l'unité locale d'Achats et envoyé au titulaire pour notification.

Le devis devra faire apparaître différentes informations conformément à l'article N°3.4.3 du CCTP N°05-2025/AIA AB du 14/08/2025.

7.3 Responsabilité du titulaire :

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter les prestations conformément à la réglementation en vigueur. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisi et donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre.

7.4 Obligation de résultat :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières n°05-2025 AIA AB du 14/08/2025.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à ses frais et sans augmentation du montant initial, d'une prestation conforme.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001 ou équivalent et lui permettant de garantir la qualité des produits livrés ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et en apporter la preuve.

7.5 Sous-traitance :

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant de l'acheteur et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée totale du marché pour l'exécution des prestations qui ont été confiées au sous-traitant.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant doit mentionner :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant éventuel des sommes à payer directement au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire doit également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les dispositions prévues au marché sont applicables au(x) sous-traitant(s).

7.6 Sécurité et assurances :

Dans le cas de prestations dans le domaine aéronautique :

- Le titulaire devra apporter l'assurance que son personnel a été sensibilisé à :
 - o sa contribution à la sécurité du produit,
 - o sa contribution à la conformité du service fourni,
 - o l'importance d'un comportement éthique,
 - o la prévention de l'utilisation de pièces contrefaites.

Les dispositions des l'articles 5.3 et 9 du CCAG/FCS sont applicables au présent marché.

En complément des dispositions dudit article, l'assurance responsabilité civile d'exploitation du titulaire du marché devra couvrir les dommages corporels et matériels. Elle devra être d'un montant suffisant et être souscrite auprès d'un établissement dont la solvabilité est reconnue.

Le titulaire du marché devra justifier pendant toute la durée du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de l'ensemble du personnel exécutant la prestation, des tiers, des usagers, de la personne publique et de ses agents en cas d'accident ou de dommage causés par la conduite des prestations, les modalités de leur exécution ou la tenue et le comportement de ses agents.

8-OPERATIONS DE VERIFICATION - DECISION DE RECEPTION ET D'ADMISSION DE LA PRESTATION ET OU DE LA FOURNITURE

8.1 Autorité chargée des opérations de vérification :

L'autorité chargée des opérations de vérification est, par dérogation aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG/FCS, le chef du département qualité (ou son représentant) appelé aussi « autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures ».

Au titre du présent marché, le représentant de l'autorité responsable de l'assurance qualité de la fourniture (AQF) est le chef des équipes mobiles de la division métrologie de l'AIA.AB ou son représentant.

8.2 La nature des opérations de vérification :

Les opérations de vérification porteront sur les éléments mentionnés à l'article 5.3 du CCTP.

8.3 Délais pour effectuer les opérations de vérification :

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, le temps imparti à l'AIA.AB pour effectuer les opérations de vérification est de 30 jours calendaires à compter du lendemain du jour de la restitution de la remorque à l'AIA.AB.

Cette prestation est soumise à la réception par l'AIA.AB du rapport d'intervention après restitution de la remorque dans le délai noté à l'article 8.2 du CCTP N°05-2025 du 14/08/2025.

8.4 Décision d'admission :

La décision d'admission de la prestation est prononcée, par la personne publique, à l'issue des opérations précitées via l'émission d'un procès-verbal de réception qu'il transmet au titulaire du marché. Ce dernier est invité à le joindre à sa facture lors du dépôt dans CHORUS PRO, afin de simplifier la mise en paiement.

A l'expiration du délai de trente (30) jours pour effectuer les opérations de vérification, la prestation est réputée conforme au besoin.

8.5 Traitement d'une non-conformité :

Dans le cas d'une prestation non-conforme ne permettant pas son admission en l'état par la personne publique, le titulaire du marché est informé du motif du rejet de la prestation et est invité à présenter ses observations.

Les délais de livraison courent à compter de la date de notification de la décision de rejet émise par la personne publique. Par dérogation à l'article 30 du CCAG FCS, cette dernière mentionnera les nouvelles modalités de livraison.

9-PENALITES POUR RETARD :

Des pénalités de retard seront appliquées dans les cas suivants :

- Si la date prévue d'un commun accord entre l'AIA AB et le titulaire du marché pour réaliser la maintenance préventive définie à l'article 4.4 du présent CCAP n'est pas respectée
- Si les délais pour réaliser les maintenances curatives définis au même article du présent CCAP ne sont pas respectés

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS le titulaire encourt trente (30) euros HT par jour de retard.

Le titulaire devra fournir un rapport d'intervention, conformément à l'article 3.6 du CCTP à l'issue de chaque prestation de maintenance préventive et/ou curative. Si ce document n'est pas remis dans les conditions indiquées, le titulaire encourt trente (30) € HT de pénalités par jour de retard.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, les pénalités encourues par le titulaire sont préalablement précomptées par l'acheteur sur le paiement des factures présentées ou sur les sommes restant dues au titulaire, ou à défaut, font l'objet de l'émission d'un titre de perception.

Le décompte des pénalités précomptées est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'acheteur dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte.

A défaut de réponse du titulaire dans le délai d'un mois, ce dernier est réputé avoir accepté les pénalités qui deviendront de fait définitives à ce stade.

Dans le cas où l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire permettent de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, le titulaire sera remboursé du montant de pénalités exonéré par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

10-PENALITES POUR INDISPONIBILITE DANS LES MARCHES DE MAINTENANCE :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG/FCS, un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du représentant de l'acheteur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Dans le cas de la maintenance curative, le délai d'indisponibilité des matériels ne doit pas dépasser, sauf cas de force majeure ou difficulté d'approvisionnement des pièces à changer dûment justifiée par le titulaire, et par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG/FCS, le seuil de 10 jours ouvrés à compter de la mise à disposition des remorques. Passé ce délai, le titulaire est soumis à des pénalités. Elles sont calculées, par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG/FCS, sur la base d'un montant forfaitaire journalier de 50 € HT par jour de retard.

11-CONDITIONS DE PAIEMENT :

11.1 Avance : (article R2391-1 à R2391-7 et R2391-12 à R2391-15 du code de la commande publique)

Il n'est pas prévu d'avance pour ce marché.

11.2 Acompte :

Il n'est pas prévu d'acompte pour ce marché.

11.3 Application de la TVA :

Dans le cas d'un titulaire Français, les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est, à titre indicatif, de 20% à la date de notification du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible à l'encaissement pour l'ensemble des postes.

Le montant des acomptes n'incluent pas le montant de la TVA et est indiqué hors taxes (HT).

Dans le cas de fournitures provenant de l'étranger, le contrat est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par le service gestionnaire ;

- auprès de la direction générale des finances publiques (DGFIP) si les fournitures proviennent d'un état membre de l'union européenne,

- auprès du bureau des douanes concerné si les fournitures proviennent d'un état non membre de l'union européenne.

Les formalités douanières sont assurées par DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA - 16 bis avenue Prieur de la Côte d'Or - 94117 – ARCUEIL. Ce service est le consignataire identifié dans les documents d'accompagnement. Le titulaire informera DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA des modalités et de la date de livraison des fournitures facturées hors taxes.

Le taux de droits de douane à appliquer sera celui en vigueur à la date du fait générateur.

L'incoterm applicable est le DDP.

11.4 Délai global de paiement :

Le délai global de paiement des factures est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'admission de la prestation lorsque celle-ci est postérieure à celle de réception de la facture.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par la personne publique, si elle constate que la demande ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues au marché.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Cette notification précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente (30) jours, ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension, si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

11.5 Règlement des factures :

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facturation électronique, les factures transmises par les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat devront être dématérialisées sur le portail Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>

Afin d'assurer la bonne intégration des factures sur Chorus Pro, celles-ci doivent impérativement comporter :

- le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044
- l'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique « CHORUS » : D2035Z3083
- le numéro d'engagement juridique (EJ) généré par l'application informatique « CHORUS »

La totalité de ces données apparaissent sur le bon de commande lors de la notification.

Le répertoire INSEE-SIRENE est le site de référence à interroger pour connaître la catégorie de l'entreprise. Le site affichant la liste officielle des entreprises qui doivent émettre leurs factures sous forme dématérialisée sur le portail Chorus Pro est le suivant : <https://insee.fr/fr/information/1730869>

De plus, une banque documentaire est mise à disposition par l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE) sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

L'ensemble du service proposé est gratuit.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation une assistance téléphonique est proposée et mise à disposition via la hotline chorus (04.77.78.39.57).

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif et duplicatif).

La facture doit comprendre :

- la raison sociale du titulaire ;
- le numéro d'identification SIRET ;
- la domiciliation des paiements ;
- le numéro du bordereau de livraison ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande ;
- la référence des services facturés conformément au marché ;
- la quantité des prestations exécutées.

Toutefois si aucune décision d'admission n'est notifiée au titulaire dans le délai de vérification prévu au paragraphe 8.3 du présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement, plus deux (2) jours, le titulaire peut envoyer sa demande de paiement sans la décision d'admission.

Pour toute question ou tout problème de facturation, veuillez contacter le Bureau Comptabilité Finances Mission au 04.74.34.38.60 poste 23948.

11.6 Intérêts moratoires :

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à le demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptations de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage (décret 2013-269 du 29 mars 2013).

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité pour frais de recouvrement sont payés dans le délai de quarante cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

11.7 Service liquidateur, ordonnateur et comptable assignataire :

Le service liquidateur chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

La Sous-Direction de l'Exécution de la Dépense et de la Comptabilité (SDEC)
Service Exécution de la Dépense
ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CUERS-PIERREFEU
Boîte Postale 80
83390 CUERS

Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre le mandat est :

Monsieur le Directeur
ATELIER INDUSTRIEL DE L'AERONAUTIQUE DE CUERS-PIERREFEU
Sous-Direction de l'Exécution de la Dépense et de la Comptabilité
Service Exécution de la Dépense
Boîte Postale 80
83390 CUERS

Cette autorité est également chargée de fournir au titulaire, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché ou d'une transmission au titre de l'article R2191-60 appelé par l'article R2391-28 du code de la commande publique, les documents prévus par l'article R2191-46 dudit code. (état sommaire des fournitures effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus).

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

L'agent comptable des services industriels de l'armement
11 rue du Rempart
Le Vendôme III
93196 NOISY LE GRAND

12-GARANTIE :

Conformément à l'article 33 du CCAG/FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire du marché s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais (pièces et main d'œuvre) la partie de l'équipement qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au représentant de l'acheteur.

13-RESILIATION :

Les dispositions des articles 38 à 45 du cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et services sont applicables au présent marché.

De plus, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2343-3 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité, ou du refus de produire les pièces prévues à l'article D-8222-5 du code du travail conformément à l'article R2343-8 dudit code, le délégataire de l'acheteur pourra résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable.

14-TRIBUNAUX COMPETENTS :

Le présent contrat est soumis au droit administratif français, et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

En cas de procédure contentieuse relative au contrat, la contestation sera portée devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe l'atelier industriel de l'aéronautique concerné par le présent marché, dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification de la décision litigieuse.

Pour les éventuels litiges nés lors de l'exécution du contrat, une demande de règlement amiable pourra être présentée par les parties dans les conditions prévues aux articles R.2397-1 du code de la commande publique et 46 du CCAG applicable au présent contrat.

15-SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE :

Dans le cadre du suivi contractuel de ses marchés, l'AIA.AB a mis en place au sein de son organisation une cellule de suivi d'exécution des contrats. Cette cellule a notamment pour mission de s'assurer du bon déroulement contractuel des marchés.

Hormis pour l'exécution technique de ce marché, cette cellule est le point d'accueil de toute demande, émanant du titulaire, relative à la vie du contrat.

Les coordonnées de ce contact sont les suivantes :

Téléphone : 04 27 50 47 16 ou 19

Courriel : aia-amberieu-csem.contact.fct@intradef.gouv.fr

16-DEMARCHES D'INCITATION AUX ACHATS RESPONSABLES :

16.1 - Démarche de certification « relations fournisseurs responsables (RFR) » et de labellisation « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) »

Le ministère des armées a obtenu le label «relations fournisseurs et achats responsables», (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables — Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label «relations fournisseurs et achats responsables» (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA) vous accompagne dans cette démarche — pour toute information : Site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

16.2 - Soutien à l'activité réserve et à la garde nationale

« Le ministère des armées souhaite favoriser et valoriser la garde nationale, créée le 13 octobre 2016, qui est un nouveau modèle de sécurité citoyenne adossé à la base des réserves opérationnelles de premier niveau des armées et des formations rattachées relevant du ministère des armées, les réserves opérationnelles de premier niveau de la gendarmerie nationale et la réserve civile de la police nationale, relevant du ministère de l'intérieur.

A ce titre, outre les dispositions légales qui obligent les employeurs civils à libérer leurs collaborateurs-réservistes 5 jours par année civile dans le cadre de leur activité de réserve, le titulaire est invité à mettre en œuvre des dispositions favorables à la disponibilité et à la réactivité de leurs collaborateurs-réservistes. Ils peuvent à cet effet signer une convention de soutien à la politique de la réserve militaire avec le ministère des armées.

Ces conventions ont comme objectifs de faciliter la disponibilité et la réactivité des salariés de l'entreprise titulaire d'un engagement à servir dans la réserve (ESR), maintenir, tout ou en partie, les conditions de rémunération des salariés-réservistes pendant leurs activités militaires, resserrer les liens entre l'entreprise et les forces armées par l'intermédiaire de ces réservistes et du référent- défense désigné dans l'entreprise, l'interlocuteur direct du secrétariat général de la garde nationale et mettre en place le socle d'un partenariat durable entre la Défense et l'entreprise permettant le développement de diverses formes de coopération.

L'entreprise signataire d'une convention peut en contrepartie bénéficier de certains avantages :
(liste non exhaustive)

- Assimilation de certaines périodes de réserve à la formation professionnelle continue et la récupération des coûts salariaux correspondants,
- Inscription à des formations et des stages proposés par le ministère des armées,
- Intégration des valeurs portées par la réserve au sein de la responsabilité sociétale (RSE),
- Attribution de la qualité « de partenaire de la Défense nationale »,
- Accès à l'information relative à la Défense et à la sécurité nationales,
- Connexion au réseau des entreprises partenaires de la Défense,
- Accès au prix de la réserve militaire, prix remis chaque année par le ministère des armées ou son représentant afin de récompenser une entreprise qui a particulièrement œuvré pour la réserve militaire durant l'année écoulée,
- Bénéfice du savoir-faire et du savoir-être que les collaborateurs-réservistes développent : gestion du stress, dépassement de soi, engagement, adaptabilité, disponibilité, loyauté, management, esprit d'équipe, souci du reporting, éthique et compliance, expertises techniques...,
- Epanouissement et équilibre des collaborateurs-réservistes par la reconnaissance de leur engagement civique.

Le secrétariat général de la garde nationale vous accompagne dans cette démarche

pour toute information : contact@garde-nationale.gouv.fr ,

et les sites internet : <https://www.reservistes.defense.gouv.fr> et <https://www.defense.gouv.fr/reserve> . »

16.3 - Certification des entreprises suite à l'exécution des marchés et accord-cadres

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si :
(liste non exhaustive)

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

16.4 – Médiation

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au service acheteur dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Suite à cette demande, conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, le service acheteur est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie.

Dans ce cas, le service acheteur est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contractuelle contraire, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

Un correspondant dit interlocuteur « entreprises » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demande - Point de contact : ulha-aia.ab@laposte.net.

A défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME - Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr

Hors cette médiation interne au ministère des armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent.

Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

17-DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALE

L'article 7.2 « Modalités de passation des bons de commandes » du présent document déroge à l'article 3.7.2 « bons de commande » du CCAG/FCS.

L'article 8.1 « Autorité chargée des opérations de vérification » du présent document déroge à l'article 28.1 « déroulement des opérations de vérification » du CCAG/FCS.

L'article 8.3 « Délai pour effectuer les opérations de vérification » du présent document déroge à l'article 28.2 « déroulement des opérations de vérification » du CCAG/FCS.

L'article 9 « Pénalités pour retard » du présent document déroge à l'article 14.1 « pénalités pour retard » du CCAG/FCS.

L'article 10 « Pénalités pour indisponibilités dans les marchés de maintenance » du présent document déroge à l'article 14.2.5 « pénalités pour indisponibilités dans les marchés de maintenance » du CCAG/FCS.

18-SIGNATURE DES PARTIES :

PME/PMI :

☐ OUI ☐ NON

LE TITULAIRE :

Qualité :

Nom, Prénom :

A....., le.....

Signature et cachet de la société

PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION

LA PERSONNE PUBLIQUE :

L'offre du titulaire relative aux prestations de maintien en condition opérationnelle (MCO) des remorques laboratoire de la division métrologie de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique d'Ambérieu en Bugey (AIA.AB).

Le montant maximum pour la durée totale du marché est de 440 000,00 € HT dont 310 000 € HT pour la maintenance préventive et 130 000 € HT pour la maintenance curative.

Fait à : AMBERIEU EN BUGY le

Autorité habilitée à signer le contrat

Ce CCAP valant AE comporte 19 pages et :

- ☒ annexe 1 : Grille des forfaits maintenance curative des remorques laboratoire de métrologie
- ☒ annexe 2 : Questionnaire Achats Responsables
- ☐ Demande de précisions :
- ☐ Mise au point :
- ☐ autres, préciser :

NOTIFICATION DU MARCHÉ :

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signe la formule ci-dessous : « *Reçu à titre de notification une copie du présent marché* » :

A, le

En cas d'envoi via LA PLACE, ou par courriel:

Joindre la preuve de réception.